

Bataille rangée à Saint-Jean-de-Passy

Secousses. Le prestigieux lycée catholique du 16^e arrondissement de Paris est l'objet d'une violente crise qui déchire les parents d'élèves.

PAR VIOLAINE DE MONTCLOS ET ROMAIN GUBERT

Le soleil inonde le parvis de l'église Notre-Dame-de-Passy. Les fidèles, les prêtres et quelques enfants de chœur s'attardent un peu. Depuis le confinement, c'est la première fois que les parents d'élèves de Saint-Jean-de-Passy, l'un des plus prestigieux établissements de l'enseignement catholique parisien, se retrouvent pour participer à cette « messe de réconciliation ». Les prêtres ont bien fait les choses en choisissant ce chant : « *Si ton âme est envahie de colère, si jalousie et trahison te submergent... Invoque Marie.* »

Ce soir-là, la bienveillance de la Vierge ne suffit pourtant pas à calmer les esprits. Par petites grappes, la plupart des parents s'évitent, se toisent, se comptent. Regards noirs. L'« affaire » est sur toutes les lèvres. Les cicatrices sont à vif. Depuis le début de la crise sanitaire, le quartier de Passy, dans le 16^e arrondissement de Paris, est le théâtre d'une improbable guerre. Grandes fortunes, cadres dirigeants du CAC 40, banquiers d'affaires et avocats se calomnient, se dénoncent et se menacent avec une violence inouïe. Installées entre le Trocadéro, les jardins du Ranelagh et la Maison de la radio, les familles des 2 900 élèves sont divisées en deux camps. L'un prenant le parti du directeur de l'école, limogé mi-avril. L'autre approuvant son licenciement.

Tout commence par une histoire d'amour. En 2015, « Saint-Jean » accueille un nouveau directeur, François-Xavier

Clément, un homme à poigne que sa réputation précède : il affiche haut et fort ses convictions, dénonce les manuels scolaires trop favorables aux questions de genre ou au mariage pour tous, veut remettre en usage l'uniforme, encourager la pratique du chapelet, remettre la foi au cœur de son projet éducatif.

Quelques profs et familles grincent des dents. Mais, dans l'ensemble, tout le monde tombe sous le charme. Après tout, Saint-Jean-de-Passy n'est pas seulement un établissement d'excellence (98 % de mentions au bac et des prépas qui ouvrent la voie aux grandes écoles). Plus que dans d'autres établissements privés sous contrat, une identité catholique plutôt conservatrice (sans être traditionaliste) est revendiquée. C'est aussi l'une des marques de « l'esprit Saint-Jean ». Une façon de se différencier du grand rival, Saint-Louis-de-Gonzague (Franklin), un établissement jésuite, tout aussi chic, situé à quelques centaines de mètres.

En quelques années, François-Xavier Clément réforme donc « Saint-Jean » de fond en comble. Il met en place des devoirs surveillés, le soir jusqu'à 22 heures, pour les élèves qui ont du mal à travailler chez eux. Anime des conférences sur le « management vertueux », un de ses dadas. Convie à des petits déjeuners « réseaux » les parents d'élèves qui travaillent dans la finance, la construction, l'industrie ou le droit. Organise des rencontres avec les anciens devenus célèbres dont le vivier est inépuisable. Nicolas Hulot,

Brice Hortefeux, François Léotard sont passés par l'établissement, ainsi que nombre de grands patrons : Sébastien Bazin (Accor), Henri de Castries (ex-Axa), Henri Giscard d'Estaing (Club Med), Patrice Caine (Thales), Yannick Bolloré (Havas). Dans cet univers, François-Xavier Clément ne détonne pas. Neveu d'un ancien ministre de Jacques Chirac, il a succédé à la belle-sœur... d'un autre ministre du même Chirac. Un entre-soi assumé que l'on retrouve dans d'autres établissements privés parisiens comme Stanislas, Franklin ou l'Alsacienne.

« **Ambiance de terreur** ». Le 14 avril, pourtant, coup de théâtre... En plein confinement, les parents d'élèves reçoivent un mail du président du conseil d'administration pointant « l'existence de pratiques managériales dysfonctionnelles portant atteinte à la santé et à la sécurité physique et psychique des collaborateurs ». Le courriel annonce la mise à pied immédiate du directeur et du responsable des terminales. Alertés depuis des mois sur les agissements du patron, les administrateurs – les anciens de Saint-Jean, les parents d'élèves, le représentant du diocèse – avaient mandaté un cabinet d'audit. Celui-ci a écouté les salariés et les professeurs. Beaucoup ne disent pas de mal de leur chef d'établissement, au contraire. Mais certains confient sans retenue leur souffrance. Dans un document que *Le Point* a pu consulter, les plus critiques décrivent une « ambiance ■■■

■■■ *de terreur*». «*Je ne suis plus en sécurité*», estime un salarié. «*Si je n'avais pas eu de famille en sortant, j'aurais mis fin à mes jours*», affirme un autre. Le témoignage d'une infirmière est accablant. Celle-ci affirme accompagner plusieurs salariés en «*burn-out*». A en croire d'autres employés, le directeur et celui qui se vivrait comme son bras armé, le «*préfet*», responsable des terminales, ont aussi des attitudes déplacées. Envers de jeunes salariées. Ou des élèves. Le responsable des terminales tirerait ainsi les cheveux des jeunes filles et pratiquerait des clés de bras et des plaquages au sol sur les garçons, sans compter les fréquentes insultes homophobes envers «*les élèves qui portent des bracelets ou des cheveux longs*». En conclusion, le cabinet d'audit affirme que le «*système managérial*» repose sur l'«*intimidation*», la «*violence verbale*», l'«*ostracisation*», l'«*isolement*» et le «*dénigrement*».

L'association des parents d'élèves devine qu'elle risque de s'exposer à une vague d'indignations, tant le directeur, très charismatique, compte de soutiens. Pour étayer leur décision de le licencier, ils font plancher un ténor du barreau, M^e Pierre-Olivier Sur, avocat d'Isabelle Balkany et de Laura Smet. Son analyse

est implacable: sous peine d'être reconnus complices de ces dérives, les deux hommes doivent partir. François-Xavier Clément, qui prend lui aussi pour avocat un grand pénaliste, Olivier Baratelli – celui de Vincent Bolloré, notamment – adresse une «*réponse à ses détracteurs*» et assure aux parents que le conflit ne concerne «*en aucun cas des soupçons d'agressions sexuelles*».

C'est le début de la guerre. Dans les jours qui suivent, l'archevêque de Paris, Michel Aupetit, est submergé de mails et de courriers à son domicile, dont nul n'est censé connaître l'adresse. Beaucoup sont anonymes. Intrigué par cette avalanche, il demande à l'informaticien du diocèse d'enquêter. Consternation: le «*corbeau*», celui qui a organisé la bronca et transmis anonymement son adresse aux parents, est un prêtre du diocèse. Autre découverte embarrassante: un virus a été installé sur l'ordinateur de Jean-François Canteneur, le directeur diocésain chargé de l'enseignement catholique, celui qui, au nom de l'archevêque, a pris la décision de limoger le directeur. Ambiance... Pour apaiser les esprits, Michel Aupetit mandate un second cabinet d'audit et cherche un arbitre susceptible de ramener un peu de

sérénité. Mgr de Romanet, évêque aux armées et ancien curé de la paroisse d'Auteuil, qui connaît à peu près tout le monde à Saint-Jean – il est aussi le frère d'Augustin de Romanet, le patron d'Aéroports de Paris –, est désigné. Les deux camps applaudissent. Mais la petite enquête de Romanet conduit aux mêmes conclusions. En plein confinement, les esprits s'échauffent. Les boucles de conversations sur les réseaux sociaux s'enflamment. Les supporters de l'ex-directeur impriment des tracts, lancent des pétitions, cherchent des explications. Les plus modérés évoquent «*le trouillomètre*» des responsables de l'Église, qui doivent gérer plusieurs affaires de pédophilie et appliquent le principe de précaution à un simple conflit du travail. D'autres s'improvisent enquêteurs.

«**Un peu viril**». Comme nous le détaillie, petites fiches manuscrites à l'appui, ce grand patron installé à une terrasse de café, il faudrait voir ainsi dans ce limogeage une habile stratégie d'infiltration des «*légionnaires du Christ*», un groupe de laïcs dont font effectivement partie plusieurs parents et responsables de l'Apel (association des parents d'élèves). D'autres fouillent sur les sites Internet les plus improbables: les «*mœurs*» de certains prélats et salariés du diocèse expliqueraient tout. Pour d'autres, l'ambition démesurée de Jean-François Canteneur, qui exerce la tutelle pour le compte de l'archevêque de Paris sur les établissements catholiques, est en cause. Ce dernier, qui fut autrefois l'élève du père de Clément à l'Institut de philosophie comparée, aurait souhaité «*s'emparer*» de Saint-Jean. Les deux hommes, il est vrai, ne s'entendent guère. Tandis que Canteneur critiquait la mise en place d'un uniforme, Clément prenait un malin plaisir à réaliser un guide de... 25 pages sur la meilleure façon de porter celui-ci, allant jusqu'à recenser les marques de chaussures autorisées et les autres (les Kickers sont interdites). Mais le fond de l'affaire, dans tout ça? Le père de famille hausse les épaules: «*C'est du management un peu viril, voilà tout...*»

Trois mois après le début de la ■■■



Bleu marine. Uniforme obligatoire pour tous les élèves, de la 6^e à la seconde.

D'après ce grand patron installé à une terrasse de café, il faudrait voir dans le limogeage du directeur une habile stratégie d'infiltration des « légionnaires du Christ ».



Apaisement. Après la « messe de réconciliation », à l'église Notre-Dame-de-Passy, le 25 juin.

■■■ guerre, François-Xavier Clément ne lâche rien. Il balaie d'un revers de main le fameux audit et démonte cas par cas les témoignages critiques. Des frustrés, des aigris, des collaborateurs qui n'adhéraient pas à son projet. Il revendique son « autonomie ». « Mon projet pour Saint-Jean gênait beaucoup de monde aux intérêts divergents. Cela s'appelle la convergence des luttes, non ? » dit-il. Clément fulmine surtout contre « les hommes d'Église du diocèse ». « Ils n'ont pas donné l'exemple » en ne recherchant pas « la vérité ».

Restent les accusations visant l'ex-préfet, un étonnant personnage, père de 12 enfants et ancien militaire, auquel un témoin reproche d'écouter des chants nazis dans son bureau. Un de ses supporters s'enflamme : « C'est du grand n'importe quoi : ce sont des chants scouts et des marches militaires. » Il était peut-être « un peu brutal », mais il se sacrifiait totalement à l'établissement ; surtout, son style « d'adjudant-chef un peu bourru plaisait beaucoup aux jeunes ». En guise de vengeance, ses soutiens ont organisé une efficace campagne pour chasser la présidente des parents d'élèves, Emmanuelle de La Guillonnière, qui a validé le licenciement. Lors d'une assemblée

générale extraordinaire, pour laquelle les responsables de l'Apel ont embauché, de crainte de débordements, deux vigiles d'une société privée, le bâtonnier Pierre-Olivier Sur a dénoncé dans un discours aux allures de plaidoirie un « torrent de vomis » et comparé « l'affaire » aux attaques subies par Bernadette Chirac à l'époque du procès des HLM de la Ville de Paris. Avant qu'un prêtre n'appelle les uns et les autres au calme en récitant un « Je vous salue Marie ». Cela n'a pas suffi, Emmanuelle de La Guillonnière a été révoquée par 487 voix contre 434.

Tandis que la crise sanitaire et économique liée au Covid submerge le reste du monde, « l'affaire » continue d'ébranler le petit monde de Passy. L'autre jour, l'ex-préfet, faisant ses courses au Monoprix, a été acclamé par une dizaine de lycéens alors qu'il passait en caisse. Dans un grand groupe de luxe du CAC 40, deux très hauts cadres dirigeants, parents d'élèves, qui travaillent fréquemment ensemble, ont préféré taire leurs divergences pour cesser de s'étriper à la machine à café. Des amis se sont fâchés, comme témoigne cet échange de mails entre parents d'élèves autrefois copains de l'Essec : « Une fois de plus, tu sèmes la

zizanie [...]. Tu es aussi parjure. Tu es un traître. Tu es un hérétique. Tu es un égoïste. » Réponse du second, expliquant qu'il a fait un pèlerinage à Chartres pour exorciser sa colère : « Devant les vitraux de la cathédrale, tout m'a paru plus simple », avant de signaler à son interlocuteur qu'à l'avenir il bloquerait ses mails. Une délégation soutenant l'ex-directeur a même obtenu d'être reçue par le nonce, le représentant du pape en France. Certains savourent encore cette rencontre : « Après ce qu'on lui a raconté, ça m'étonnerait que le pape fasse un jour d'Aupetit un cardinal ! »

Enquête préliminaire. Guy Sidos, patron des ciments Vicat (plus de 10 000 salariés) contrôlés par la famille de sa femme (80^e fortune française), reste lui aussi scandalisé par le mauvais sort réservé à François-Xavier Clément et au responsable des terminales, qu'il héberge actuellement. « On ne fait pas ça à des hommes qui consacraient leur énergie à éduquer nos enfants. » Grand donateur au chantier de Notre-Dame et à des œuvres du diocèse aux armées – où Mgr de Romanet, l'arbitre du conflit, exerce son ministère –, cet ancien officier de marine ne fera plus de chèques aux causes qu'il soutenait jusque-là. Il ne comprend toujours pas comment la présidente de l'Apel a pu sanctionner le directeur de Saint-Jean. « Pourtant, je connais bien son mari : il était le DJ de notre mariage. » Pour éviter les prud'hommes et clore l'affaire, François-Xavier Clément a signé une transaction. Il recevra des indemnités de licenciement et conservera son appartement de fonction, avenue d'Iéna, pendant un an.

Reste le vrai sujet : les témoignages des salariés, qui intéressent la police. Suite à un signalement du diocèse, une enquête préliminaire a été ouverte. Les enquêteurs ont déjà longuement auditionné une dizaine de protagonistes et prévu d'en entendre encore quarante. S'ils ont suffisamment d'éléments, une information judiciaire pourrait être ouverte. Leur hiérarchie est très attentive : il s'agit d'un « dossier sensible », a-t-on expliqué à l'un des enquêteurs ■

KHANH RENAUD POUR « LE POINT »

« Une fois de plus, tu sèmes la zizanie [...]. Tu es aussi parjure. Tu es un traître. Tu es un hérétique. Tu es un égoïste. »

Un parent d'élève à un autre



Privé. 16^e arrondissement de Paris, aux abords de Saint-Jean-de-Passy, le 22 juin.

Le 14 avril, en plein confinement, les parents d'élèves reçoivent un mail pointant « l'existence de pratiques managériales dysfonctionnelles ».



Hongkong Comment meurt la liberté

Le récit de notre correspondant et l'interview de Joshua Wong, le héros de la révolte menacé de prison

Livres
frissons
d'été

Quand
la tique
attaque

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 9 juillet 2020 n°2498 - 5€



**Dettes faciles,
taxation des riches,
tentation de la
décroissance...**

**Les 9 erreurs à
ne pas commettre**

Le nouveau Premier
ministre, Jean Castex,
à Matignon, lundi
6 juillet 2020.

Fini les âneries ?

Macron, Castex et la démagogie ambiante

ALGERIE: S. RTÉ - BENELUX: S. RTÉ - CANADA: L. J. M. VAN - SUISSE: L. J. M. VAN - ESPAGNE: L. J. M. VAN - ITALIE: L. J. M. VAN - JAPON: L. J. M. VAN - MEXIQUE: L. J. M. VAN - NORVÈGE: L. J. M. VAN - PAYS-BAS: L. J. M. VAN - PORTUGAL: L. J. M. VAN - ROUMANIE: L. J. M. VAN - RUSSIE: L. J. M. VAN - SUÈDE: L. J. M. VAN - SUISSE: L. J. M. VAN - TAILANDE: L. J. M. VAN - TURQUIE: L. J. M. VAN - UKRAÏNE: L. J. M. VAN - USA: L. J. M. VAN - VIETNAM: L. J. M. VAN

ELONNE GIBSONNE POUR « LE POINT » - SUZANNE LEE/PANOS/DEA